

Services partagés Canada Transition ministérielle 2021

Livre 2

Octobre 2021



Services partagés
Canada

Shared Services
Canada

Canada



SPC
célèbre ses
10 ans

SSC
celebrating
10 years

La force derrière la technologie de pointe au gouvernement

Services partagés Canada: Livre 2

Table des matières

1. Présentation de rapports au Parlement

- A. Rapport sur les frais ministériel pour l'exercice 2020-2021 de Services partagés Canada
- B. Rapports annuels sur l'administration de la Loi sur l'accès à l'information et de la Loi sur la protection des renseignements personnels pour l'exercice 2020-2021 de Services partagés Canada
- C. Rapport sur les résultats ministériels pour l'exercice 2020-2021 de Services partagés Canada
- D. Plans ministériels pour l'exercice 2022-2023 de Services partagés Canada

2. Dossiers opérationnels clés

- E. Ressources humaines et initiative de paye de prochaine génération
- F. Soutien au réseau pour le retour au travail au gouvernement du Canada
- G. Migration des courriels et adresse de messagerie électronique @Canada.ca
- H. Modernisation et migration de la charge de travail
- I. [REDACTED]

3. Fournisseurs, intervenants et leaders visionnaires clés

Rapport sur les frais ministériel pour l'exercice 2020-2021 de Services partagés Canada

Services partagés Canada

Enjeu

Approbation du Rapport sur les frais ministériel pour l'exercice 2020-2021 de Services partagés Canada en conformité avec la *Loi sur les frais de service*.

Renseignements généraux et principaux développements

En vertu de l'article 20 de la *Loi sur les frais de service*, au cours de chaque année financière, le ministre de chaque institution fédérale est tenu de déposer un rapport annuel à la Chambre des communes et au Sénat en conformité avec les instructions de rapportage annuel du Secrétariat du Conseil du Trésor. Après avoir reçu ces rapports ministériels, la présidente du Conseil du Trésor doit déposer un résumé de tous les rapports d'ici le 31 mars de l'exercice suivant.

Considérations

Si le Rapport sur les frais ministériel pour l'exercice 2020-2021 de Services partagés Canada n'est pas déposé au cours de l'automne de 2021, cela peut entraîner un retard pour le rapport annuel au Parlement du président du Conseil du Trésor.

Prochaines étapes

L'approbation avant le deuxième jour de séance du Parlement permettra un dépôt du rapport en temps opportun.

Bureau de première responsabilité

Samantha Hazen

Dirigeante principale des finances et sous-ministre adjointe

Direction générale de la dirigeante principale des finances

Services partagés Canada

613-513-3847

Rapports annuels sur l'administration de la *Loi sur l'accès à l'information* et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* pour l'exercice 2020-2021 de Services partagés Canada

Services partagés Canada

Enjeu

Approbation des rapports annuels de Services partagés Canada sur l'administration de la *Loi sur l'accès à l'information* et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* pour 2020-2021.

Renseignements généraux et principaux développements

En vertu de l'article 94 de la *Loi sur l'accès à l'information* et de l'article 72 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, le responsable de chaque institution fédérale est tenu de préparer et de déposer des rapports annuels à la Chambre des communes et au Sénat sur l'application de ces lois.

En vertu des lois sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels, les rapports annuels doivent être déposés devant chaque chambre du Parlement dans les 15 premiers jours de séance de cette chambre suivant le 1^{er} septembre de l'année de l'établissement du rapport.

Considérations

Si le rapport n'est pas déposé avant le 15^e jour de séance, on considère qu'il s'agit d'un non-respect de la loi.

Prochaines étapes

L'approbation par la ministre responsable de Services partagés Canada avant le 15^e jour de séance permettra le dépôt du rapport avant la date d'échéance législative.

Bureau de première responsabilité

Paule Labbé
Sous-ministre adjointe
Stratégie et mobilisation
Services partagés Canada
613-513-9151

Rapport sur les résultats ministériels pour l'exercice 2020-2021 de Services partagés Canada

Services partagés Canada

Enjeu

Approbation par la Ministre du rapport sur les résultats ministériels de Services partagés Canada pour l'exercice 2020-2021.

Renseignements généraux et principaux développements

Les rapports sur les résultats ministériels informent les parlementaires, ainsi que les Canadiennes et Canadiens des résultats obtenus et des ressources utilisées par les ministères et organismes au cours du dernier exercice. Ils font partie du processus budgétaire parlementaire et sont habituellement déposés au Parlement à l'automne.

Le Rapport sur les résultats ministériels pour l'exercice 2020-2021 rend compte des progrès réalisés par rapport aux cibles de rendement établies dans les plans ministériels respectifs pour l'exercice 2020-2021.

En tant que ministre responsable de Services partagés Canada, l'approbation du Rapport sur les résultats ministériels pour l'exercice 2020-2021 du ministère sera requise cet automne.

Considérations

Une approbation en temps opportun de la part de la ministre sera nécessaire afin de respecter les délais pour le dépôt parlementaire.

Prochaines étapes

L'approbation par la ministre responsable de Services partagés Canada sera requise en novembre 2021.

Bureau de première responsabilité

Paule Labbé
Sous-ministre adjointe
Stratégie et mobilisation
Services partagés Canada
613-513-9151

Plans ministériels pour l'exercice 2022-2023 de Services partagés Canada

Services partagés Canada

Enjeu

Approbation par la ministre responsable de Services partagés Canada des plans ministériels pour l'exercice 2022-2023.

Renseignements généraux et principaux développements

Les plans ministériels sont des rapports annuels déposés au Parlement chaque printemps pour présenter aux parlementaires et aux Canadiens un résumé de haut niveau des plans et des priorités de l'organisation pour l'exercice à venir. Ils font partie du processus budgétaire parlementaire et sont habituellement déposés au Parlement pendant l'hiver.

Les plans ministériels pour l'exercice financier 2022-2023 font état des priorités ministérielles, des résultats stratégiques, des programmes, des résultats attendus et des besoins en ressources connexes.

En tant que ministre responsable de Services partagés Canada, l'approbation du Plan ministériel pour l'exercice financier 2022-2023 sera requise au début de l'année 2022.

Considérations

Une approbation en temps opportun de la part de la ministre sera nécessaire afin de respecter les délais pour le dépôt parlementaire.

Prochaines étapes

L'approbation de la ministre responsable de Services partagés Canada sera requise dès janvier 2022.

Bureau de première responsabilité

Paule Labbé
Sous-ministre adjointe
Stratégie et mobilisation
Services partagés Canada
613-513-9151

Ressources humaines et initiative de paye de prochaine génération

Enjeu

Services partagés Canada met à l'essai des systèmes de ressources humaines de la paye pour remplacer 34 systèmes de ressources humaines à l'échelle du gouvernement, ainsi que le système de paye actuel. Cette initiative de haut niveau permettra l'élaboration d'options et de recommandations relatives à un système pangouvernemental à venir de ressources humaines et de paye de nouvelle génération pour le gouvernement du Canada.

Renseignements généraux et principaux développements

La combinaison actuelle de logiciels mène à des données incohérentes, à des solutions manuelles et à l'incapacité d'obtenir les renseignements clés requis pour gérer un effectif moderne, en temps opportun. En outre, le processus de bout en bout est varié et non normalisé à l'échelle des organisations gouvernementales, ne permettant pas la gestion du portefeuille d'entreprise.

En réponse à cette situation, le gouvernement travaille à la création d'un système pleinement intégré qui comprendrait des solutions numériques relatives à 42 capacités opérationnelles en matière de ressources humaines et de paye, et répondrait aux exigences de plus de 250 organisations et de plus de 30 conventions collectives. L'objectif consiste également à renforcer l'analyse et la prise de décision en matière d'effectif. Un tel système permettra au gouvernement de passer de son système éparé actuel à un système offrant une expérience unique en matière de ressources humaines et de paye, pour chaque employé, quel que soit son lieu de travail au sein du gouvernement.

À titre de ministère chargé de fournir des solutions informatiques d'envergure ministérielle au gouvernement du Canada, Services partagés Canada est à la fois l'organisme parrain et le responsable technique sur qui repose l'initiative de ressources humaines et de paye de prochaine génération et qui est chargé de la recherche de solutions éventuelles, de concert avec des spécialistes de l'industrie. Services partagés Canada collabore avec le Bureau du dirigeant principal des ressources humaines à titre d'autorité de conception d'entreprise et compte tenu de son rôle de soutien auprès du Conseil du Trésor, en tant qu'employeur du gouvernement.

Services partagés Canada dispose d'un financement jusqu'au 31 mars 2023 pour mener des essais pilotes ciblés et des activités de collecte de renseignements, au moyen d'une méthodologie agile, afin de fournir des recommandations éclairées et convenables relatives aux systèmes de ressources humaines et de paye, à l'échelle du gouvernement. Si une solution viable est recensée et que les recommandations sont acceptées, des autorisations et un financement supplémentaires seront requis pour la mise en œuvre de l'investissement et l'opérationnalisation du programme.

La méthodologie agile et souple en matière de mise à l'essai et d'expérimentation permet à Services partagés Canada de mener des essais pilotes avec des organisations partenaires,

comme Patrimoine Canada, Pêches et Océans Canada et la Garde côtière canadienne, ainsi que les Services aux Autochtones Canada et Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord. Services partagés Canada participe également à des initiatives parallèles, notamment un groupement de haute sécurité dirigé par le Centre de la sécurité des télécommunications, qui permettent de mettre en commun les leçons apprises et les pratiques exemplaires, tout en garantissant l'harmonisation du point de vue de la stratégie en matière de données.

Par l'intermédiaire d'un processus agile en matière de passation de marchés concurrentiels, l'initiative de ressources humaines et de paye de prochaine génération a établi un contrat général avec une liste de trois fournisseurs préqualifiés (SAP, Workday et Ceridian) pour des solutions infonuagiques de logiciel en tant que service (modèle de prestation où le logiciel est fourni aux utilisateurs, par l'intermédiaire du nuage, en fonction d'un abonnement; les utilisateurs payent simplement l'abonnement pour avoir accès au logiciel, qui est une solution prête à l'emploi n'exigeant presque aucune personnalisation). Cette méthode de passation de marché offre au gouvernement une plus grande souplesse en matière de passation de marchés.

Quoique le président de Services partagés Canada soit le responsable définitif de l'initiative de ressources humaines et de paye de prochaine génération, celle-ci repose sur une structure de gouvernance multidisciplinaire et interministérielle. Cela comprend un conseil multidisciplinaire de sous-ministres et un comité consultatif externe composé de dirigeants de différents secteurs et milieux qui conseillent le président de Services partagés Canada, en plus d'un éventail diversifié d'autres organismes de gouvernance et de surveillance interfonctionnels et pangouvernementaux.

Considérations

Si les pilotes échouent, notre approche garantirait que l'échec se produise dans un environnement contrôlé et génère une meilleure compréhension de la façon de procéder et, en cas de succès, elle éclaire la voie à suivre avec des recommandations pour l'adoption et la stratégie de mise en œuvre d'une solution d'entreprise.

Prochaines étapes

L'initiative Ressources humaines et paie de la prochaine génération finalise les plans de test initiaux avec le logiciel Dayforce de Ceridian pour Patrimoine canadien visant à tester les fonctionnalités de base de la paie dans la phase de conception et d'expérimentation. Le plan consiste à tester et à évaluer toutes les ressources humaines et les capacités de rémunération en commençant par celles qui sont essentielles pour produire une rémunération précise, et en ajoutant progressivement d'autres capacités telles que la gestion des talents et le recrutement. Cela aidera à clarifier les domaines dans lesquels le gouvernement devra peut-être être prêt à adapter les politiques et les processus actuels pour pouvoir adopter des solutions de classe mondiale.

Bureau de première responsabilité

Shereen Benzvy Miller
Sous-ministre adjointe
Ressources humaines et paye de prochaine génération

Services partagés Canada
613-298-6205

Soutien au réseau pour le retour au travail au gouvernement du Canada

Services partagés Canada

Enjeu

Les activités de modernisation du réseau de Services partagés Canada devront s'accélérer au cours de l'automne 2021 pour favoriser le retour au travail des employés du gouvernement du Canada. Services partagés Canada doit s'assurer que les réseaux internes peuvent répondre aux exigences accrues en matière de bande passante des nouveaux outils de communication et de collaboration, comme Microsoft Teams.

Renseignements généraux et principaux développements

Microsoft Teams est devenu un outil de communication et de collaboration numérique essentiel pour le service public pendant la pandémie, créant une augmentation exponentielle de la demande de capacité réseau. Avec les fonctionnaires travaillant à domicile, Services partagés du Canada a pu à la fois accroître le recours opérationnel à la vidéoconférence avec Microsoft Teams et répondre aux exigences en matière de bande passante en détournant le trafic des réseaux ministériels grâce à un processus appelé « tunnellation à double circuit ». Avec le retour attendu des fonctionnaires sur le lieu de travail, l'utilisation de Microsoft Teams devrait rester une méthode de communication essentielle.

Un retour au travail ramènera le trafic vers les réseaux ministériels. Ces derniers n'ont actuellement pas la capacité de répondre à une augmentation de la demande liée à ces nouveaux outils de collaboration, qui utilisent environ vingt fois plus de bande passante que les outils de collaboration numérique précédents (p. ex. courrier électronique). C'est le cas même avec un modèle de travail hybride potentiel où tous les fonctionnaires ne retourneraient pas sur le lieu de travail à temps plein.

Des décennies de prise de décision en vase clos et d'approches non coordonnées de la gestion des technologies de l'information ont créé une infrastructure de réseau du gouvernement du Canada inutilement complexe, incohérente et non normalisée qui entrave la prestation efficace de services numériques. Par conséquent, les réseaux du gouvernement du Canada ne sont pas conçus pour les besoins informatiques actuels et émergents. Cela crée des difficultés pour mettre à niveau le réseau afin de répondre aux besoins croissants.

Services partagés Canada évalue les besoins en bande passante, le retour prévu des utilisateurs et travaille avec des partenaires pour effectuer les mises à niveau nécessaires. Il a travaillé avec les ministères et évalué environ 3 100 sites gouvernementaux partout au Canada, dont plus de 45 pour cent nécessitaient une remise en état et une mise à niveau du réseau pour répondre

aux demandes de bande passante. Le travail effectué par Services partagés Canada pour moderniser le réseau permettra de répondre à la demande croissante de bande passante plus large, réduira les points de défaillance ponctuels et favorisera la préparation à l'adoption de nouvelles technologies.

De plus, Services partagés Canada explore l'utilisation accrue des réseaux publics et commerciaux et des technologies sans fil et continuera de stabiliser la capacité d'accès à distance sécurisé pour les réseaux non secrets, ce qui permettra aux utilisateurs du gouvernement du Canada de continuer à travailler à distance avec une plus grande résilience. Cela nous permettra de tirer pleinement parti des capacités d'accès à distance du gouvernement du Canada et de les renforcer.

Prochaines étapes

Services partagés Canada continuera de travailler avec ses partenaires à l'évaluation de la bande passante du réseau en fonction des priorités définies par les partenaires pour mettre à niveau les réseaux ministériels, assurer la redondance de l'infrastructure existante et améliorer la capacité de connectivité des réseaux ministériels. Services partagés Canada travaille à l'élaboration d'un modèle de calcul des coûts pour ces mises à niveau.

Parallèlement, le Fonds de mise en œuvre de la modernisation du réseau servira à d'autres mises à niveau, à la normalisation et à la modernisation du réseau plus vaste du gouvernement du Canada afin de soutenir la prestation numérique des services aux Canadiens.

Bureau de première responsabilité

Patrice Nadeau
Sous-ministre adjoint
Services de réseaux et sécurité
Services partagés Canada
613-868-9656

Migration des courriels et adresse de messagerie électronique @Canada.ca

Services partagés Canada

Enjeu

Dans le cadre de son mandat continu qui consiste à regrouper et à normaliser le courriel du gouvernement du Canada, Services partagés Canada migre les systèmes de courriel ministériels vers une solution de courriel infonuagique consolidée à l'aide de la plateforme Microsoft 365. Cette plateforme fournit aux fonctionnaires les outils de collaboration modernes pour travailler efficacement dans un environnement de travail à distance.

La migration de 23 ministères dont le contrat pour les services de courriel de Bell vient à expiration sera terminée d'ici la fin d'octobre 2021. Pour le moment, la plateforme Microsoft 365 ne permet toutefois pas à ces organisations gouvernementales d'utiliser le domaine de messagerie « @Canada.ca » pour envoyer des courriels. En conséquence, certaines organisations réutilisent temporairement des adresses de courriel « @ministère.gc.ca ».

Renseignements généraux et principaux développements

À la suite de l'entente d'entreprise avec Microsoft de 2019, Services partagés Canada a commencé à offrir la plateforme Microsoft 365 à tous les ministères fédéraux. Cette plateforme fournit des outils de collaboration modernes infonuagiques qui permettent aux collaborateurs de travailler efficacement dans un environnement de travail à distance. Cette initiative appuie le *Plan stratégique des opérations numériques* du gouvernement du Canada et les priorités numériques plus générales de celui-ci. Elle s'harmonise avec l'approche d'entreprise de Services partagés Canada en matière de gestion de la technologie de l'information. Le déploiement accéléré de Microsoft 365 pendant la pandémie de COVID-19 a doté les fonctionnaires des outils numériques nécessaires pour continuer à servir les Canadiennes et Canadiens.

En 2012, un contrat attribué à Bell Canada visait à moderniser les services de courriel du gouvernement du Canada, à présenter aux Canadiennes et Canadiens un « visage unique » pour les services gouvernementaux (le domaine @Canada.ca) et à attribuer aux collaborateurs du gouvernement du Canada une adresse de courriel @Canada.ca à utiliser tout au long de leur carrière. Cette initiative ne s'est pas déroulée sans difficultés et le contrat du gouvernement du Canada avec Bell prendra fin en décembre 2021. Les 23 organisations partenaires actuellement visées par ce contrat passeront du service de courriel de Bell à la solution de courriel d'entreprise compatible avec Microsoft 365 d'ici la fin octobre 2021.

Au cours du déploiement accéléré de Microsoft 365 au début de la pandémie de COVID-19, le gouvernement du Canada savait que l'utilisation du domaine @Canada.ca pourrait ne pas être

possible avec Microsoft 365, car Microsoft ne prend pas en charge un seul domaine de messagerie comme @Canada.ca pour une utilisation dans plusieurs ministères. Bien qu'il ait été déterminé que les avantages de la migration vers la nouvelle plateforme l'emportaient sur les avantages du maintien de l'ancien domaine @Canada.ca, il en résulte que l'utilisation du domaine @Canada.ca par les ministères du gouvernement du Canada qui utilisent le service de courriel de Bell pour envoyer des courriels n'est actuellement pas possible. Les organisations pourront toujours recevoir des courriels @Canada.ca entrants, mais jusqu'à ce que la nouvelle solution soit établie, les courriels sortants indiqueront le nom de domaine du ministère (@ministère.gc.ca).

Services partagés Canada mettra en œuvre une solution technique, fondée sur la fonctionnalité Microsoft 365, pour acheminer les courriels sortants de @Canada.ca. Cette solution devrait être mise en œuvre au cours de l'année civile 2022. Jusqu'à ce que cette solution soit en place, tous les courriels sortants indiqueront le nom de domaine du ministère (@ministère.gc.ca).

Considérations

La mise en œuvre de Microsoft 365 représente une étape importante vers la modernisation des communications numériques du gouvernement du Canada, passant de systèmes existants cloisonnés et fragmentés à des plateformes d'entreprise consolidées. Le domaine de courriel @Canada.ca représentait une étape importante dans la prestation de services et de communications cohérents avec les Canadiennes et Canadiens qui interagissent avec les collaborateurs et les services du gouvernement. Le retour provisoire au nom de domaine du ministère (@ministère.gc.ca) est un revers temporaire.

Les organisations du gouvernement du Canada investissent considérablement dans le matériel de communication sur lequel figurent les coordonnées électroniques et doivent s'assurer que la réception de courriels à ces adresses soit maintenue. Services partagés Canada continuera d'appuyer l'envoi réussi de courriels aux adresses de courriel existantes afin de s'assurer que les secteurs d'activité essentiels du gouvernement du Canada ne subissent pas d'impact négatif. Services partagés Canada s'efforce d'utiliser de façon permanente le domaine @Canada.ca pour tous les utilisateurs de courriels du gouvernement du Canada tout en permettant aux ministères de tirer pleinement parti de la fonctionnalité de Microsoft 365.

Prochaines étapes

Pour assurer la continuité, Services partagés Canada a mis au point une solution technique pour assurer la réception continue de courriels à ces adresses électroniques, conformément à la mise hors service du service de courriel géré par Bell. La solution de Services partagés Canada devrait être lancée en 2022. D'ici là, des engagements continus avec les organisations partenaires pour communiquer les mises à jour sur les progrès seront nécessaires et entrepris.

Bureau de première responsabilité

Mélanie Scott

Sous-ministre adjointe

Services numériques

Services partagés Canada

613-240-9036

Modernisation et migration de la charge de travail

Services partagés Canada

Enjeu

Le programme de modernisation et de migration de la charge de travail appuie les efforts du gouvernement du Canada visant à réduire le risque de pannes de système et de défaillances de l'infrastructure de la technologie de l'information. Il fournit les services permettant aux ministères d'évaluer et de déplacer leurs applications logicielles et leurs données des centres de données existants vers des solutions d'hébergement modernes (comme le nuage).

Quoique le programme réussisse à transférer les applications logicielles vers des solutions d'infrastructure modernes, le cas échéant, le gouvernement du Canada dans son ensemble continue de s'efforcer de mettre en œuvre une approche cohérente en matière de modernisation des applications tenant compte des priorités. Cela a ralenti l'ensemble des efforts de modernisation et la mise en œuvre des améliorations requises. En fin de compte, cette situation entrave les efforts de transformation numérique et réduit la prestation de services numériques modernes aux Canadiens. Actuellement, le programme est confronté à d'importants problèmes de financement qui auront une incidence sur les activités de migration prévues.

Renseignements généraux et principaux développements

Des décennies de sous-investissements dans les technologies de l'information du gouvernement du Canada ont donné lieu à l'accumulation d'une importante « dette technique », car le vieillissement de l'infrastructure des technologies de l'information est plus rapide que les réparations ou les remplacements. Environ deux tiers de l'écosystème des technologies de l'information du gouvernement du Canada – y compris l'infrastructure matérielle et les logiciels – sont jugés désuets et ayant dépassé leur durée de vie utile. Non seulement la maintenance coûte-t-elle cher, mais les applications et les infrastructures plus anciennes offrent souvent un piètre rendement et peuvent être plus sujettes aux interruptions de service.

Le programme de modernisation et de migration de la charge de travail appuie les efforts du gouvernement du Canada visant à régler la question de la dette technique, de deux façons importantes. Tout d'abord, il permet de collaborer avec les ministères pour regrouper l'infrastructure hébergeant les applications logicielles (p. ex. les centres de données) et transférer ces applications et ces données à partir des petits centres de données obsolètes et fragmentés vers des solutions infonuagiques ou des centres de données modernes du gouvernement du Canada. Par ailleurs, dans le cadre de ces travaux de migration, le programme vise à appuyer et à encourager les ministères à passer en revue leurs portefeuilles d'applications, à cerner les risques importants et à moderniser et remplacer les solutions logicielles obsolètes. En modernisant les applications logicielles et en les déplaçant des centres de données désuets, parfois défaillants, vers de nouvelles solutions d'hébergement, les risques généraux du gouvernement du Canada associés à la dette technique sont réduits; appuyant ainsi le renforcement de la stabilité de la prestation de services aux Canadiens.

Dirigé par Services partagés Canada, le programme de modernisation et de migration des charges de travail fournit des services essentiels aux ministères du gouvernement du Canada pour les aider à évaluer les applications et les données (collectivement appelées charges de travail) afin de déterminer si elles doivent être déplacées des centres de données existants vers le nuage ou les centres de données d'entreprise. Cela permet de réduire le risque de pannes de système et de défaillances de l'infrastructure des technologies de l'information, tout en tenant compte du fait que les ministères du gouvernement du Canada sont prêts à déplacer ces charges de travail vers le nuage ou les centres de données d'entreprise. Le Budget fédéral de 2021 a prévu un montant supplémentaire de 215 millions de dollars pour Services partagés Canada afin de supporter le programme.

Afin de supporter le programme de modernisation et de migration des charges de travail février 20, le Bureau du dirigeant principal de l'information du Secrétariat du Conseil du Trésor a créé le Fonds pour la modernisation des applications en tant que fonds de stimulation administré de façon centralisée pour stabiliser l'état et le niveau de sécurité du portefeuille d'applications du gouvernement du Canada. Le fonds appuie et accélère les efforts des ministères en matière de modernisation des applications et d'adoption du nuage, qu'ils collaborent ou non avec Services partagés Canada dans le cadre de la modernisation et de la migration de la charge de travail.

Considérations

La modernisation des technologies de l'information du gouvernement du Canada est essentielle à la prestation de services numériques modernes, sécuritaires et fiables. Toutefois, les progrès de la modernisation des applications varient d'un ministère à l'autre, car le travail d'inventaire, d'analyse et, tout compte fait, de déclassement ou de remplacement des applications vieillissantes incombe à chaque dirigeant principal de l'information du ministère.

Les 15 projets de modernisation et de migration de la charge de travail visent des ministères chargés de programmes et de services essentiels pour les clients qui ont une incidence directe sur les Canadiens, comme la fiscalité, les services frontaliers, le développement social et économique, le développement de l'innovation et le développement scientifique. Le simple fait de déplacer leurs applications opérationnelles essentielles dans leur état actuel vers des solutions d'hébergement fiables et sécurisées n'entraînera pas la modernisation requise pour offrir le type d'interactions en ligne que les Canadiens souhaitent mener avec leur gouvernement.

D'autres initiatives, comme l'amélioration du réseau du gouvernement du Canada et l'accélération de l'adoption de l'infonuagique, ont des éléments en commun avec le programme de modernisation et de migration de la charge de travail. Le manque de financement à long terme pour la modernisation constitue un problème important et ralentira probablement d'autres projets de modernisation numérique.

Au cours des 100 premiers jours du nouveau gouvernement, Services partagés Canada s'entretiendra avec le ministre à propos des impératifs politiques et fiscaux requis pour appuyer et accélérer le programme de modernisation. [REDACTED]

le programme de modernisation et de migration de la charge de travail achèvera son modèle de mobilisation et d'adoption proactives, afin d'évaluer à la fois l'urgence et l'état de préparation des ministères partenaires, pour lancer le processus de planification des projets de modernisation et de migration de la charge de travail à venir.

Bureau de première responsabilité

Jacquie Manchevsky
Sous-ministre adjointe
Services de centres de données
Services partagés Canada
613-882-1082

□

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

Patrice Nadeau
Sous-ministre adjoint
Services de réseaux et sécurité
Services partagés Canada
613-668-9263

3

Services partagés Canada
613-670-1674

Jacquie Manchevsky
Sous-ministre adjointe
Services de centres de données
Services partagés Canada
613-882-1082

Mélanie Scott
Sous-ministre adjointe
Services numériques
Services partagés Canada
613-240-9036

Samantha Hazen
Dirigeante principale des finances et sous-ministre adjointe
Direction générale de la dirigeante principale des finances
Services partagés Canada
613-513-3847

Fournisseurs, intervenants et leaders visionnaires clés de Services partagés Canada

Fournisseurs clés

Voici une liste des fournisseurs clés avec qui Services partagés Canada a conclu des contrats en date du 23 août 2021, y compris le volume total d'activités avec chaque organisme.

Amazon Web Services Canada (AWS)

L'entreprise Amazon Web Services Canada offre des services liés à l'infonuagique et aux plateformes à Services partagés Canada, dont l'infrastructure infonuagique, des bases de données et du stockage en ligne. Depuis sa mise sur pied, Services partagés Canada a attribué 12 contrats à Amazon Web Services Canada (ou les a hérités d'autres ministères) pour une valeur approximative de 1,4 million de dollars canadiens, excluant les options de prolongation des contrats. Cette entreprise se classe au deux cent soixante-dix-septième rang des plus grands fournisseurs de Services partagés Canada.

Rejean Bourgault, gestionnaire national

Entreprises Bell Canada (BCE)

Entreprises Bell Canada inc. est la plus grande société de communication au Canada, et elle offre une gamme complète de services de communication et de contenu. Services partagés Canada a attribué 1 361 contrats à Entreprises Bell Canada (ou les a hérités d'autres ministères) depuis avril 2012 pour une valeur approximative de 6,7 milliards de dollars canadiens, excluant les options de prolongation des contrats. Entreprises Bell Canada constitue le plus grand fournisseur de Services partagés Canada.

Mirko Bibic, président et chef de la direction d'Entreprises Bell Canada et de Bell Canada

Tom Little, président de Bell Marchés Affaires d'Entreprises Bell Canada inc.

BlackBerry Itée (BB)

BlackBerry vend diverses solutions en télécommunications mobiles, dont des outils de collaboration, des outils de chiffrement vocal et des services de cybersécurité. Services partagés Canada a attribué 31 contrats à BlackBerry Itée (ou les a hérités d'autres ministères) pour une valeur approximative de 44,4 millions de dollars canadiens, excluant les options de prolongation des contrats. BlackBerry Itée se classe au soixante-quatrième rang des plus grands fournisseurs de Services partagés Canada.

John Chen, président-directeur général

Ceridian

Le gouvernement du Canada a récemment attribué un contrat à Ceridian pour assurer la prestation de la phase de conception et d'expérimentation du projet pilote sur la solution de ressources humaines et de paye de prochaine génération (ProGen). Ceridian collaborera avec le gouvernement du Canada pour concevoir et offrir des solutions intelligentes liées aux ressources humaines et à la paye à l'intention de la fonction publique fédérale. En particulier, Ceridian est responsable d'évaluer sa solution proposée par rapport aux complexités des exigences en matière de ressources humaines et de paye du gouvernement du Canada. Ceridian devra clarifier la refonte des processus opérationnels, les activités liées à la gestion du changement et la formation nécessaire pour l'adoption d'une nouvelle solution. Le gouvernement du Canada déterminera s'il est possible de tisser une relation de travail viable à long terme avec Ceridian.

Gianluca Cairo, conseiller principal pour le secteur public

Cisco Systems Canada inc.

Cisco fabrique de l'équipement de routage Internet. Il est difficile d'effectuer le suivi de l'acquisition des produits et des services de Cisco, car cette entreprise est principalement exploitée par un réseau de revendeurs tiers autorisés auprès du gouvernement du Canada. L'entreprise Cisco Canada s'est qualifiée en tant que fabricant d'équipement d'origine ou fournisseur de services pour certains arrangements en matière d'approvisionnement de Services partagés Canada, mais elle a nommé ses revendeurs canadiens autorisés pour le traitement des commandes subséquentes à ces arrangements. À l'heure actuelle, Services partagés Canada n'a aucun contrat direct actif avec Cisco ou Cisco Canada.

Shannon Leininger, présidente

Google (société mère : Alphabet inc.)

Google offre des services et des produits Internet allant de la recherche à l'infonuagique, en passant par la cartographie. Services partagés Canada a attribué six contrats à Google (ou les a hérités d'autres ministères) pour une valeur approximative de 72 700 dollars canadiens, excluant les options de prolongation des contrats. Google se classe au huit cent vingt-quatrième rang des plus grands fournisseurs de Services partagés Canada.

Robert Enslin, président des opérations des clients à l'échelle mondiale

Hewlett-Packard Enterprise (HPE) Canada Co.

Hewlett-Packard Enterprise Canada offre un éventail de solutions d'entreprise liées à la technologie de l'information, comme l'établissement de solutions en matière de centres de données, d'infonuagique et de réseaux. Depuis sa mise sur pied, Services partagés Canada a

attribué 37 contrats directs à Hewlett-Packard Enterprise Canada (ou les a hérités d'autres ministères) pour une valeur approximative de 1,2 milliard de dollars canadiens, excluant les options de prolongation des contrats. Depuis la création du ministère, Hewlett-Packard Enterprise Canada se classe au sixième rang des plus grands fournisseurs de Services partagés Canada en ce qui a trait à la valeur des contrats.

Mike Hilton, président

IBM Canada Itée

L'entreprise IBM fabrique et commercialise du matériel et des logiciels informatiques, et elle offre des services d'infrastructure, d'hébergement et de consultation. Depuis avril 2012, Services partagés Canada a attribué 456 contrats à IBM Canada (ou les a hérités d'autres ministères) pour une valeur approximative de 4,4 milliards de dollars canadiens, excluant les options de prolongation des contrats. IBM Canada se classe au deuxième rang des plus grands fournisseurs de Services partagés Canada en ce qui a trait à la valeur des contrats.

Claude Guay, président-directeur général

Microsoft Canada inc.

Microsoft est le chef de file mondial en matière de logiciels et de services et de solutions logiciels. Depuis avril 2012, Services partagés Canada a attribué 81 contrats à Microsoft Canada (ou les a hérités d'autres ministères) pour une valeur approximative de 1,8 milliard de dollars canadiens, excluant les options de prolongation des contrats. Microsoft Canada se classe au quatrième rang des plus grands fournisseurs de Services partagés Canada.

Kevin Peesker, président

Oracle Canada ULC

Oracle vend des systèmes de gestion de bases de données, de l'infrastructure informatique et des logiciels d'entreprise. Depuis avril 2012, Services partagés Canada a attribué 92 contrats à Oracle (ou les a hérités d'autres ministères) pour une valeur approximative de 125,3 millions de dollars canadiens, excluant les options de prolongation des contrats. Oracle se classe au trente-et-unième rang des plus grands fournisseurs de Services partagés Canada.

Walter Dann, vice-président régional, gouvernement fédéral et région du Québec

Randy Whitecroft, vice-président régional, gouvernement fédéral et région de l'Est du Canada

SAP Canada inc.

SAP est un logiciel d'application pour les entreprises qui fournit des analyses et des services de renseignements d'affaires. Depuis avril 2012, Services partagés Canada a attribué 25 contrats à SAP Canada (ou les a hérités d'autres ministères) pour une valeur approximative de 7,7 millions

de dollars canadiens, excluant les options de prolongation des contrats. SAP Canada se classe au cent trente-sixième rang des plus grands fournisseurs de Services partagés Canada.

Andy Canham, président

Société TELUS

La Société Telus est une compagnie de télécommunications canadienne qui offre une vaste gamme de produits et de services en matière de télécommunications. Depuis avril 2012, Services partagés Canada a attribué 929 contrats à la Société TELUS (ou les a hérités d'autres ministères) pour une valeur approximative de 2,6 milliards de dollars canadiens, excluant les options de prolongation des contrats. Telus se classe au troisième rang des plus grands fournisseurs de Services partagés Canada.

Navin Arora, vice-président à la direction

VMware

VMware offre des services de virtualisation de centres de données et d'environnement de travail numérique. Depuis avril 2012, Services partagés Canada a attribué 60 contrats à VMWare (ou les a hérités d'autres ministères) pour une valeur approximative de 75,8 millions de dollars canadiens, excluant les options de prolongation des contrats. VMWare se classe au quarante-deuxième rang des plus grands fournisseurs de Services partagés Canada.

Pat Gelsinger, président-directeur général

Zayo Canada inc.

Zayo fournit des services d'infrastructure de communications. Depuis avril 2012, Services partagés Canada a attribué 184 contrats à Zayo (ou les a hérités d'autres ministères) pour une valeur approximative de 227,8 millions de dollars canadiens, excluant les options de prolongation des contrats. Zayo se classe au soixante et onzième rang des plus grands fournisseurs de Services partagés Canada.

Steve Smith, président-directeur général

Intervenants clés

Voici une liste d'intervenants clés de Services partagés Canada ainsi que d'une brève description de leur relation avec le ministère.

Technation

Technation regroupe environ 340 entreprises canadiennes et représente le secteur technologique de l'information et des communications au Canada. Il s'agit d'un organisme sans but lucratif dirigé par ses membres. L'inscription est ouverte aux entreprises et aux organisations canadiennes liées au secteur technologique de l'information et des

communications. Technation cherche à aider ses membres à connaître davantage de succès grâce à la défense des intérêts, aux travaux liés aux politiques publiques, à l'éducation, au réseautage et à la participation au perfectionnement professionnel, aux événements ainsi qu'aux occasions de développement des entreprises au sein des marchés intérieurs et extérieurs.

Angela Mondou
Présidente-directrice générale

[REDACTED]

[REDACTED] [@technationcanada.ca](mailto:[REDACTED]@technationcanada.ca)

Michele Lajeunesse
Vice-présidente principale, Relations gouvernementales et politiques

[REDACTED]

[REDACTED] [@technationcanada.ca](mailto:[REDACTED]@technationcanada.ca)

Association des fournisseurs de technologies de l'information du Canada (AFTIC)

L'Association des fournisseurs de technologies de l'information du Canada est une affiliation de fournisseurs canadiens de solutions autorisés qui fournissent des solutions de technologie de l'information au gouvernement du Canada.

Nagwa Koressa
Présidente

[REDACTED]

[REDACTED] [@integranetworks.com](mailto:[REDACTED]@integranetworks.com)

Canadian Business Information Technology Network (CABiNET)

Le Canadian Business Information Technology Network est une association de l'industrie menée par ses membres pour les petites et moyennes entreprises selon les initiatives d'approvisionnement du gouvernement fédéral. Elle est formée d'entreprises qui offrent des ressources et des solutions en matière de technologie de l'information au gouvernement du Canada.

Barry Dowdall
Cadre en résidence

[REDACTED]

[REDACTED] [@Donnacona.com](mailto:[REDACTED]@Donnacona.com)

Conseil canadien des innovateurs (CCI)

Le Conseil canadien des innovateurs est un organisme sans but lucratif qui vise à aider les entreprises technologiques canadiennes à forte croissance à prendre de l'ampleur sur la scène mondiale. Le mandat du Conseil consiste à optimiser la croissance du secteur canadien axé sur l'innovation en garantissant que les leaders canadiens en matière de technologie et de politique publique collaborent pour améliorer les résultats novateurs canadiens.

Patrick Searle
 Directeur des communications

[REDACTED]

[REDACTED] [@canadianinnovators.org](mailto:[REDACTED]@canadianinnovators.org)

Chambre de commerce noire du Canada (CCNC)

La Chambre de commerce noire du Canada est un organisme sans but lucratif établi en tant qu'initiative de la National African Canadian Association (NACA) en vue de rehausser le commerce et le développement économique au sein de la communauté noire. La plateforme de la Chambre de commerce noire du Canada favorise les entreprises noires et crée un réseau de soutien pour ses membres et la diaspora noire au Canada.

Christelle Francois
 Présidente

[REDACTED] [@blackchamber.ca](mailto:[REDACTED]@blackchamber.ca)

Chambre de commerce gaie et lesbienne du Canada (CCGLC)

La Chambre de commerce gaie et lesbienne du Canada est un organisme sans but lucratif qui s'emploie à favoriser la croissance économique en soutenant les entreprises, les entrepreneurs, les étudiants et les alliés LGBTQ+, tout en aidant le milieu des affaires canadien à établir des liens avec la communauté LGBTQ+. Chef de file en matière de diversification des fournisseurs, la Chambre de commerce gaie et lesbienne du Canada est également l'organisme de certification des entreprises LGBTQ+ au Canada.

Darrell Schuurman
 Président-directeur général et cofondateur

[REDACTED]

[REDACTED] [@cglcc.ca](mailto:[REDACTED]@cglcc.ca)

Conseil canadien des fournisseurs autochtones et de minorités visibles (CAMSC)

Le Conseil canadien des fournisseurs autochtones et de minorités visibles est un organisme sans but lucratif respecté à l'échelle nationale qui préconise la croissance des relations d'affaires et la croissance économique de la chaîne d'approvisionnement canadienne par l'inclusion de fournisseurs autochtones et de groupes minoritaires.

Cassandra Dorrington
 Présidente

[REDACTED]

[REDACTED] [@camsc.ca](mailto:[REDACTED]@camsc.ca)

Women Business Enterprises Canada (WBE Canada)

L'organisme Women Business Enterprises Canada est un organisme sans but lucratif dirigé par des entreprises membres qui ouvre des portes aux entreprises canadiennes appartenant à des

femmes pour leur permettre d'accéder à des chaînes d'approvisionnement partout en Amérique du Nord. Il a pour mandat de bâtir des relations entre les entreprises détenues par des Canadiennes et les acheteurs des secteurs privé et public partout en Amérique du Nord.

Silvia Pencak
Présidente

██████████

██████████@wbecanada.ca

Leaders visionnaires clés

Voici une liste des intellectuels au service du public et des organismes auxquels Services partagés Canada et d'autres ministères du gouvernement canadien, dont le Bureau du Conseil privé, ont eu recours au fil des ans pour obtenir des conseils à propos de questions numériques. Il pourrait être utile de consulter ces gens à l'avenir.

Ed Greenspon

Ed Greenspon est le président et chef de la direction du Forum des politiques publiques du Canada. Il s'agit d'un organisme non partisan qui tient des forums publics réguliers portant sur divers enjeux en matière de politique publique, notamment en ce qui a trait au gouvernement numérique et à la technologie de l'information. Les membres proviennent d'organismes privés, publics et sans but lucratif.

[Connecter le Canada – Forum des politiques publiques \(ppforum.ca\)](http://ppforum.ca)

613-238-7858, poste ██████████

Jim Balsillie

Jim Balsillie est le président du Conseil canadien des innovateurs. Ce Conseil est composé de dirigeants d'entreprise et de chefs de la direction d'entreprises technologiques canadiennes, qui met l'accent sur la coopération entre le secteur de la technologie et le secteur des politiques publiques.

██████████

██████████@canadianinnovators.org

Kristin Gordon

Kristin Gordon est la gestionnaire client de Services partagés Canada responsable du contrat conclu avec Gartner inc. Gartner est une société internationale d'experts-conseils qui fournit divers services, comme la gestion des affaires, l'analyse de la technologie de l'information et la recherche sur les tendances importantes du domaine public.

██████████

██████████@gartner.com

Leigh Harris

Leigh Harris est une associée à KPMG Canada LLP. Il s'agit d'une société de vérification fiscale et d'experts-conseils à l'échelle mondiale. Elle a des bureaux dans le monde entier, et elle détient des contrats avec plusieurs ministères du gouvernement du Canada.

██████████
 ██████████@kpmg.ca

Michael Geist

Michael Geist (Ph. D.) est un universitaire canadien et membre du Programme des chaires de recherche du Canada en droit d'Internet et du commerce électronique à l'Université d'Ottawa. Il fait aussi partie du Centre de recherche en droit, technologie et société.

613-562-5800, poste ██████████
 ██████████@uottawa.ca

Ron Deibert

Ron Deibert (Ph. D.) est le directeur de Citizen Lab, un laboratoire interdisciplinaire de l'École Munk des affaires internationales et politiques publiques (Munk School of Global Affairs and Public Policy) de l'Université de Toronto qui est axé sur la recherche, le développement ainsi que l'engagement juridique et la politique stratégique de haut niveau.

██████████
 ██████████@citizenlab.ca

Taylor Owen

Taylor Owen (Ph. D.) est le directeur du Centre pour les médias, la technologie et la démocratie (Centre for Media, Technology and Democracy), qui travaille avec un réseau d'universitaires et effectue des recherches à propos de sujets liés aux nouveaux médias numériques dans les sociétés démocratiques.

██████████
 ██████████@gmail.com